Une loi ciblant « la longueur des jupes » fait scandale au Burundi

Jeune Afrique, 23 aoÃ»t 2016 Un projet de loi sur les violences basÃ©es sur le genre a Ã©tÃ© votÃ© le 18 aoÃ»t par le SÃ©n
Un texte qui comporte une disposition controversÃ©e sur lâ€™interdiction des Â« tenues indÃ©centes Â» sur la voie publique.
Les jeunes filles de la capitale nâ€™en reviennent pas. Entendre que lâ€™on ne peut plus porter sa jolie robe, sa jupe achetÃ©
prix dâ€™or, juste parce quâ€™elle est jugÃ©e trop courte ? Quâ€™il faut prendre ses leggins (pantalon moulant), les jeter Ã la
pour le simple fait quâ€™ils exhibent des jambes de maniÃ¨re trop sexy ?

La nouvelle est tombÃ©e jeudi 18 aoÃ»t quand un projet de loi sur les violences sexuelles basÃ©es sur le genre, portant une disposition qui fait dâ€™une Â« tenue indÃ©cente Â» une nouvelle infraction, a Ã©tÃ© votÃ© au SÃ©nat. La raison : il y au tenues provocatrices qui attirent tous les regards, et qui seraient susceptibles dâ€™entraÃ®ner des agressions sexuelles. Sous-entendu :Â les filles sont parfois responsables de ce qui leur arrive. Un discours misogyne qui provoque un tollÃ© dans les rues de Bujumbura, et bien Ã©videmment sur la Toile. DÃ©jÃ des arrestations Ã Bujumbura Au Burundi, la polÃ©mique ne cesse dâ€™enfler. Certaines voix sâ€™Ã©lÃ¨vent dÃ©jÃ pour rire au nez des sÃ©nateurs Â« qui ont votÃ© un comportant une disposition qui ne vise quâ€™Ã dÃ©tourner lâ€™attention des jeunes de leurs vrais problÃ¨mes Â». Dâ€™autr prennent directement Ã la police qui, zÃ©lÃ©e, a dÃ©jÃ commencÃ© Ã mettre en pratique un texte qui attend toujours sa promulgation pour devenir une loi. Â« Six filles viennent de se faire arrÃªter par la police au Lacoste Beach (une plage situÃ©e au sud de la capitale) pour avoir portÃ© des collants et des minijupes. Jâ€™ai dÃ» emporter une sur ma moto qui Ã©ta sur le point dâ€™Ãªtre apprÃ©hendÃ©e Â», tÃ©moignait dÃ©jÃ un conducteur de taxi moto, dimanche 21 aoÃ»t. Et de comme mesure avec raillerie : Â« Nous les motards allons Ãªtre un peu Ã lâ€™abri des policiers. Ils reviendront vers nous que quand ils auront Ã©puisÃ© les 2 000 Francs de ces jeunes filles [un billet rÃ©putÃ© Ãªtre frÃ©quemment utilisÃ© par les chauffeurs po corrompre les policiers, NDLR] Â». Selon le gouvernement, il nâ€™y a aucune clause qui parle expressÃ©ment de minijupe et de collant mais dâ€™habillement indÃ©cent qui constitue un attentat Ã la pudeur Selon dâ€™autres tÃ©moignages, dâ€™autr arrestations ont Ã©tÃ© observÃ©es au centre-ville durant le mÃªme weekend. Ã€ en croire certaines sources, et les images qui circulent sur les rÃ©seaux sociaux, câ€™est la police anti-Ã©meute, lâ€™unitÃ© connue pour la terrible rÃ©pression quâ€™ell les quartiers dits contestataires, qui conduisait lâ€™opÃ©ration. Â«Â Apprendre aux hommes Ã respecter les femmesÂ Â» Po lâ€™initiateur du projet de loi, Martin Nivyabandi, ministre des Droits de lâ€™homme et du Genre, cette histoire de minijupe et d collant nâ€™est quâ€™une invention de ceux qui veulent torpiller les initiatives de son ministÃ¨re. Il sâ€™en est expliquÃ© dans Facebook, dimanche 21 aoÃ»t. Â« AprÃ¨s lâ€™adoption du projet de loi sur les VSBG (violences sexuelles basÃ©es sur le genre), de fausses informations parfois malveillantes semblent faire lâ€™anti-propagande de ce projet de loi. Il nâ€™y a aucune clause qui parle expressÃ©ment de minijupe et de collant mais dâ€™habillement indÃ©cent qui constitue un attentat Ã la pudeu Il serait sage de ne pas faire dire Ã ce projet ce quâ€™il ne dit pas Â». Une justification qui passe mal aux oreilles de Pamela Mubeza, qui dÃ©fend les droits des mÃ¨res cÃ©libataires au sein de lâ€™association Single mother association asbl (SMO). Â« Une tenue estÂ indÃ©cente par rapport Ã quoi, Ã qui ?Â Et qui va juger ? Â», sâ€™interroge-t-elle avant dâ€™exprimer sa dÃ© Câ€™est dommage de voir que lâ€™on doit toujours voter des lois, Ã©mettre des recommandations sur le corps des femmes. C devrait plutÃ´t apprendre aux hommes Ã les respecter au lieu de continuer Ã restreindre le peu de droits quâ€™elles ont Â». L thÃ©orie de lâ€™ourlet resurgit Les autoritÃ©s de Bujumbura reprendraient-elles Ã leur compte la fameuse (et controversÃ©e) thÃ©orie de lâ€™ourlet de lâ€™AmÃ©ricain Georges Taylor (1920) ? Celle-ci prÃ©tend Ã©tablir une relation inverse entre la vit Ã©conomique dâ€™un pays et la longueur des jupes de ses habitantesâ€¦ Quoi quâ€™il en soit, le dÃ©bat trouve aujourdâ€™h Ã©cho sur les rÃ©seaux sociaux, au vu desÂ difficultÃ©s budgÃ©taires actuelles du Burundi. Armel Gilbert Bukeyeneza